



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE 15 JAN. 2009

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par Patrick ARGUIMBAU

tél : 04.91.15.69.35

n° 441- 2008 PC

DRIRE MARTIGUES	
COURRIER ARRIVEE	
15 JAN. 2009	
<input checked="" type="checkbox"/> GIDJC - fait par	CN
<input type="checkbox"/> HOPI - fait par	
N° A/SUBMART/	

DIRECTION REGIONALE de la RECHERCHE	17 DEC. 2008
15 JAN. 2009	
COURRIER ARRIVEE	

ARRETE PREFECTORAL

Imposant des prescriptions complémentaires à la Communauté
d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB)
concernant la remise en état, les garanties financières et le suivi
environnemental du centre de stockage de déchets du Valentoulin,
sur la commune de Port de Bouc

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE, n° A / GS13/
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE 6 JAN. 2009

Vu le Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n° 532 du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets,

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-54/95-119A du 3 mai 1993 autorisant le Syndicat Intercommunal de Martigues, Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains et inertes à Port-de-Bouc, lieu-dit « le Valentoulin »,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 imposant des prescriptions complémentaires au SIVOM de Martigues – Port de Bouc – Saint Mitre les remparts pour son CET sis à Port de Bouc,

Vu l'arrêté préfectoral n° 120-2007 A du 12 octobre 2007 imposant des prescriptions complémentaires à la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB) pour l'exploitation du centre d'enfouissement technique de déchets de Port de Bouc,

Vu les dossiers adressés par le Président de la CAOEB au Préfet des Bouches du Rhône :

dossier référencé A48665/B - mise à jour juillet 2008 - relatif au projet de réhabilitation de l'installation de stockage de déchets du Valentoulin, commune de Port de Bouc,

dossier référencé A50274B - mise à jour août 2008 - relatif à la notification de la cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets du Valentoulin, commune de Port de Bouc.

Vu l'avis favorable du Président de la CAOEB et propriétaire des terrains sur le projet de réhabilitation susvisé adressé par courrier en date du 30 juillet 2008 au Préfet des Bouches du Rhône,

Destinataire : O. MEYER
☒ attribution
Copie : DRS. (P. Leclercq)
☐ info

Vu les rapports du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement en date des 26 mai et 16 octobre 2008,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 17 novembre 2008,

Vu l'avis du Conseil Département de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 20 novembre 2008,

Considérant que le Centre d'Enfouissement Technique de déchets du Valentoulin sur la commune de Port de Bouc arrive à saturation et que l'exploitant s'est engagé à ne plus stocker aucun déchet sur ce centre à compter du 31 octobre 2008.

Considérant que le montant des garanties financières relatives au CET du Valentoulin doit permettre d'assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture et la remise en état du site après exploitation,

Considérant que le plan de réhabilitation du site du Valentoulin et le plan de suivi environnemental ont été modifiés et complétés par rapport au dossier initial pour tenir compte des évolutions du site et des contraintes réglementaires, et qu'en conséquence il convient d'imposer des prescriptions complémentaires en vue de prévenir les risques et de limiter les nuisances visées aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1

La Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB), dont le siège est fixé à l'Hôtel de Ville de Martigues (13500) est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté concernant la fin de l'exploitation, la remise en état et le suivi environnemental du centre de stockage de déchets au lieu-dit « le Valentoulin » sur la commune de Port de Bouc.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : FIN DE L'EXPLOITATION

La date de fin d'exploitation du centre de stockage de déchets a été fixée au 31 octobre 2008. A compter de cette date, plus aucun déchet ne sera accepté sur le site.

Un panneau d'information indiquant clairement la date de fermeture et l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée sera disposé à l'entrée du site.

ARTICLE 3 : ACCES AU SITE

En plus des dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 qui restent pleinement applicables, l'exploitant respecte les dispositions ci-après :

la clôture périphérique du site sera maintenue pendant toute la durée des travaux et pendant toute la période du suivi trentennal (30 ans à compter de la notification du présent arrêté),

durant toute la période de réalisation des travaux de réhabilitation définis à l'article 4 du présent arrêté, l'accès au site devra être surveillé et gardé pendant les heures où le site sera accessible aux seules entreprises effectuant les travaux. L'accès sera condamné et fermé à clef en dehors de ces heures et, à l'issue des travaux de réhabilitation, pendant toute la période de suivi trentennal.

Une signalisation efficace et une surveillance de l'accès au site sont mises en place par l'exploitant, dès la fin d'exploitation.

ARTICLE 4 : TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU SITE

D'une manière globale, les travaux de remise en état du site seront conduits conformément au projet décrit dans le dossier N°A48665/B de juillet 2008.

Les travaux seront réalisés en suivant la fin d'exploitation du site. La durée prévisionnelle est fixée à un an à compter de la date de fin d'exploitation.

Toutes les dispositions seront prises pour que les travaux de réhabilitation ne soient pas à l'origine d'inconvénients ou de risques mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement

Article 4.1 : Parcelles concernées

La remise en état concerne les parcelles n° 45, 85, 86, 924, 926, 945, 948, 949, 953, 954, 956, 958, 960, 966, 968 de la section C du plan cadastral de la commune de Port de Bouc. La superficie est d'environ 12 ha.

Article 4.2 : Suppression des aménagements non nécessaires, nettoyage, évacuation et élimination des produits dangereux

Dès la fin d'exploitation du site, l'exploitant procède à un nettoyage complet du site et de ses abords. Les aménagements non nécessaires sont supprimés et l'ensemble des produits dangereux est évacué et éliminé vers des filières autorisées, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant tient à jour un registre des sorties mentionnant pour chaque catégorie de déchets :

- le type de déchet, le code déchet, les quantités,
- la date d'enlèvement et les informations relatives aux transports,
- la filière d'évacuation et de traitement/élimination/valorisation.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 4.3 : Morphologie finale du site

Le site remis en état présente une morphologie qui :

- permet le raccordement au terrain naturel et l'intégration paysagère du site,
- permet l'évacuation des eaux pluviales vers des fossés périphériques en évitant toute accumulation d'eau sur la couverture de la zone de stockage des déchets,
- garantit la stabilité à long terme des talus,
- permet le respect des prescriptions imposées par la présence des lignes Très Haute Tension qui traversent le site : décret n° 65-48 du 08 juillet 1965 modifié par le décret du 06 mai 1995, arrêté interministériel du 17 mai 2001, décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991, UTE C 18-510.

Avant réalisation des travaux, l'exploitant doit obtenir l'accord écrit du gestionnaire des lignes THT sur le projet de morphologie finale, une copie est transmise à l'Inspection des Installations Classées, avant le démarrage des travaux.

Le profil du site remis en état respecte :

Côte maximale du dôme Nord : +60.5 m NGF

Côte maximale du dôme Sud : +56 m NGF

Hauteurs maximales des talus entre risberme : 15 m

Largeur minimale des risbermes intermédiaire : 7.5 m

Pente des talus : inférieures ou égales à 3H/2V. Ponctuellement des pentes plus importantes pourront être mises en œuvre sous réserve que leur conception garantisse à long terme la stabilité des talus. L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de cette stabilité (calculs à l'appui), l'ensemble des documents est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 4.4 : Pistes d'accès

Une piste périphérique et des pistes d'accès aux dômes sont créées : leur dimensionnement et leur conception doivent permettre l'accès aux véhicules de lutte contre l'incendie.

La piste axiale Est-Ouest située sous les lignes THT est supprimée.

Article 4.5 : Couverture finale

Les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 sont modifiées et complétées par les dispositions ci-après.

Une couverture finale est mise en œuvre sur la totalité de la superficie du site, composée de haut en bas :

d'une couche de terra arable d'épaisseur minimale de 30 cm, servant de support de végétalisation et composée exclusivement de matériaux naturels extérieurs, ne contenant pas de traces de pollution ou de contamination par des substances phytocontaminantes. Tout apport de boues ou de déchets de végétaux bruts est interdit. Une procédure d'acceptation des terres est mise en place par l'exploitant et des contrôles réguliers sont effectués, les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Sur les secteurs à forte pente et les plus exposés au risque d'érosion, une protection anti-érosion est mise en place,

d'une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eau dans les massifs de déchets. Cette couche, d'une transmissivité minimale de $0.2 \cdot 10^{-4} \text{ m}^2/\text{s}$ pourra être constituée par un géosynthétique de drainage,

d'une couche de type semi-perméable ($k = 10^{-7} \text{ m/s}$) permettant de limiter les pertes de biogaz et les entrées d'air dans les déchets. La nature et la structure de cette couche sont détaillées ci-après,

la couche drainante du biogaz est remplacée par le réseau de drainage décrit à l'article 7 du présent arrêté, mis en place sur la couche support (couverture provisoire de recouvrement des déchets constituée de déchets inertes).

Nature et structure de la couche semi-perméable

La couche semi perméable est constituée d'un matériau de type argileux qui, une fois mis en œuvre et compacté, présente une perméabilité de l'ordre de 10^{-7} m/s . La bauxaline, issue du traitement de la bauxite, pourra être mise en œuvre conformément aux modalités décrites dans le dossier N°A48665/B de juillet 2008, sur les secteurs à faibles et moyennes pentes, sous réserve de la réalisation d'essais in-situ permettant de respecter les conditions suivantes :

perméabilité strictement inférieure à 10^{-6} m/s ,
masse de carbone organique $< 5\%$.

Les résultats de ces essais sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Compte tenu des caractéristiques précédentes, les épaisseurs minimales devront être mises en œuvre :

secteurs à faibles pentes ($< 2\text{H}/1\text{V}$) : 0,6 m,

secteurs à moyennes pentes ($< 3H/2V$) : 0,3 m.

L'exploitant pourra substituer l'utilisation de la bauxaline par tout autre matériau de type argileux, sous réserve qu'il soit en mesure de justifier d'une équivalence de l'efficacité du dispositif de couverture en terme de flux total des eaux infiltrées.

Dispositions spécifiques lors de la mise en œuvre de la couche semi-perméable

En phase travaux, lors de la mise en place de la couche semi-perméable, l'exploitant respecte les dispositions spécifiques suivantes :

- mise en place d'un poste de nettoyage des engins et camions en sortie du site,
- nettoyage systématique des routes en cas de souillage,
- mise en place de mesures adaptées de manière à prévenir tout envol et notamment limitation et humidification systématique des stockages,
- recouvrement rapide de la couche semi-perméable après compactage, par le géocomposite de drainage et la couche de support de végétation,
- contrôle systématique de la qualité des eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel dans les conditions décrites à l'article 5 du présent arrêté.

Article 4.6 : Végétalisation du site

La végétalisation du site sera réalisée par :

- un enherbement sur toute la surface de la couverture finale (hors pistes) à raison de 30g/m^2 :
- les espèces locales, ne nécessitant pas d'entretien spécifique, seront favorisées,
- la création d'îlots bosquets pérennes avec des espèces à faible développement racinaire.

Aucune plantation d'arbre dont la hauteur pourrait dépasser 3 mètres ne sera réalisée.

Article 4.7 : Autres ouvrages

Les travaux de remise en état du site concernent également la réalisation des ouvrages nécessaires à la gestion des eaux de ruissellement, des lixiviats et du biogaz décrits aux articles 5, 6 et 7 du présent arrêté.

Article 4.8 : Dossier et plan de récolement

A l'issue des travaux de réhabilitation, en complément des dispositions de l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999, et au plus tard un mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'exploitant transmet au Préfet et à l'Inspection des Installations Classées un dossier de récolement des travaux de remise en état qui comprend :

- plan du site à l'échelle minimum 1/1000° faisant apparaître : relevé topographique du site, ensemble des réseaux et des ouvrages de gestion du biogaz, lixiviats, eaux de ruissellement,
- position des piézomètres,
- profil en long du site (passant par les sommets des deux dômes),
- coupes-types des couvertures finales,
- plan de l'installation de traitement du biogaz,
- mémoire relatif à la conformité des travaux par rapport aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 5 : GESTION DES EAUX DE SURFACE

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 sont modifiées et complétées par les dispositions ci-après.

Article 5.1 : Principe

Les eaux de ruissellement de la totalité du site sont canalisées par des ouvrages adaptés et raccordés gravitairement à un bassin avant rejet au milieu naturel.

Les ouvrages de récupération des eaux (fossés, descentes d'eaux, canalisations) sont conçus et dimensionnés afin de limiter :

toute infiltration d'eaux dans les massifs de déchets,
tout phénomène d'érosion ou de ravinement de la couverture finale.

Article 5.2 : Bassin de régulation

L'ensemble des eaux ainsi collectées est envoyé vers un bassin étanche, dimensionné afin de stocker le volume correspondant à une pluie de fréquence décennale. Ce bassin, d'un volume minimal de 3100 m³, permet d'assurer plusieurs fonctions : bassin d'orage - régulation du débit, confinement en cas de pollution accidentelle, décantation, observation et contrôle de la qualité des eaux. Il sera équipé :

d'une vanne permettant l'isolement avec le milieu naturel en cas de pollution accidentelle (y compris lors d'un incendie) et/ou pour contrôler la qualité des eaux,
d'un ouvrage de régulation de débit assurant un débit de fuite de 320 l/s,
d'un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesures implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit homogène.

Article 5.3 : Localisation de l'ouvrage de rejet au milieu naturel

L'ouvrage de rejet au milieu naturel est conçu et aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Point de rejet N°1

Nom du milieu récepteur final : talweg puis la mer

Coordonnées du point de rejet (Lambert II étendues) : X : 814 481,97 Y : 129 146,07 Z : 23.0

Nature des effluents : eaux pluviales de ruissellement

Débit maximal horaire 1160 m³/h (320 l/s)

Article 5.4 : Caractéristiques générales des eaux rejetées

Les eaux rejetées doivent être exemptes :

de matières flottantes,
de produits susceptibles de dégager directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières déposables ou précipitables, qui directement ou indirectement sont susceptibles d'entraver le fonctionnement des ouvrages.

Elles doivent en outre respecter :

Température < 30°C,

PH compris entre 5.5 et 8.5,

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 5.5 : Valeurs limites d'émission des eaux de surface

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu naturel les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous :

Paramètre	Concentration en mg/l
MES	35
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5
Chlorures	200
Métaux totaux	5
AOX	1

En cas de non-respect des caractéristiques et valeurs limites susvisées, les eaux collectées sont évacuées vers une filière de traitement autorisée.

Pendant la phase de réalisation des travaux de réhabilitation du site, les eaux de surface peuvent être rejetées dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999. Elles ne pourront être rejetées au milieu naturel qu'après contrôle systématique de leur qualité et vérification du respect des caractéristiques et valeurs limites susvisées. Les résultats de ces contrôles sont conservés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 6 : GESTION DES LIXIVIATS

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 sont modifiées et complétées par les dispositions ci-après.

Article 6.1 : Principe

L'ensemble des lixiviats provenant des casiers de stockages de déchets est collecté vers un bassin tampon d'un volume de 800 m³. Ce bassin de récupération est raccordé gravitairement à un poste de refoulement : les lixiviats sont ensuite refoulés vers la station d'épuration collective intercommunale de Martigues où ils sont traités.

Le poste de refoulement est équipé de deux pompes d'un débit maximal de 60 m³/h, dont une en secours.

L'ensemble du système de gestion des lixiviats est piloté par une télégestion.

Article 6.2 : Localisation et caractéristiques du point de rejet

Point de rejet N° 2 : poste de refoulement
Coordonnées (Lambert II étendues) : X : 814 492,28 Y : 129 163,45
Exutoire du rejet : réseau public d'eaux usées
Nom de la station d'épuration collective : Station d'épuration intercommunale de Martigues
Nature des effluents : lixiviats de centre de stockage de déchets
Débit maximal horaire : 60 m³/h
Conditions de raccordement : convention de raccordement

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 6.3 : Caractéristiques générales des eaux rejetées

Les eaux rejetées doivent être exemptes :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières déposables ou précipitables, qui directement ou indirectement sont susceptibles d'entraver le fonctionnement des ouvrages.

Elles doivent en outre respecter :

- Température < 30°C,
- PH compris entre 5.5 et 8.5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 6.4 : Valeurs limites d'émission des lixiviats

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu naturel les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous :

Paramètre	Concentration en mg/l
MES	600
DBO ₅	800
DCO	2000
Azote global	150
Phosphore total	50
Hydrocarbures totaux	10
Fluorures	15
CN libres	

AOX	1
Métaux totaux	10
Dont	
Cr ⁶⁺	0.1
Cd	0.2
Pb	0.5
Hg	0.05
As	0.1

En cas de non-respect des caractéristiques et valeurs limites susvisées, les eaux collectées sont évacuées vers une filière de traitement autorisée.

ARTICLE 7 : GESTION DU BIOGAZ

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 sont modifiées et complétées par les dispositions ci-après.

Article 7.1 : Principe et collecte du biogaz

L'exploitant met en place un système de captage, de récupération et de traitement du biogaz sur l'ensemble de la superficie ou des déchets ont été stockés.

Le réseau de drainage du biogaz est mis en œuvre selon les modalités définies dans l'étude N°A48665/B de juillet 2008. Il est composé :

- d'un réseau vertical de puits interconnectés sur les dômes Nord (25 puits) et Sud (13 puits),
- d'un réseau mixte (puits et tranchées drainantes) dans le secteur central et notamment sous les lignes THT.

Les puits de captage et les canalisations du réseau font l'objet d'un suivi et d'un entretien régulier, portés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 7.2 : Elimination du biogaz

L'ensemble du réseau biogaz est raccordé à une installation d'élimination du biogaz (brûlage par torchère), conçue et exploitée afin de limiter les nuisances, risques et pollutions liés à son fonctionnement. Les dispositions suivantes s'appliquent :

- flamme non apparente,
- rallumage automatique,
- température de combustion d'au moins 900°C pendant une durée supérieure à 3 secondes,
- dispositif d'arrêt de flamme,
- contrôle de la flamme
- régulation possible de la combustion,
- possibilité des mesures prévues à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié,
- implantation de la torchère compatible avec les contraintes des lignes THT.

L'efficacité du système d'extraction des gaz fait l'objet de contrôles réguliers et la température doit être mesurée en continu. Les résultats des contrôles et des mesures font l'objet d'enregistrements sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant fait procéder périodiquement par un organisme agréé à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne les teneurs en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. La fréquence des analyses et leur communication respectent les dispositions de l'article 9.3.3 du présent arrêté.

Description du point de rejet et valeurs limites d'émission

Type de rejet : torchère

Débit nominal : 700 Nm³/h

Diamètre : 1400 mm environ

Hauteur : 7 m environ soit 30.3 m NGF environ

Coordonnées (Lambert II étendues) : X : 814 499,28 Y : 129 164,83 Z=23.3

Valeurs limites de rejet

Paramètres	Concentration maximale * en mg/Nm ³
CO	150
SO ₂	300

* dans les conditions normales de température et de pression: T = 273° K, p = 101.3 kPa avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

ARTICLE 8 : PREVENTION DES RISQUES INCENDIES

L'ensemble des prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 restent applicables pendant toute la période de réalisation des travaux de réhabilitation et de suivi environnemental, à l'exception des prescriptions des :

article « 7.2- Filets »,

article « 7.4- Défaillance d'engins d'exploitation ou manque de matériaux de couverture »,

article « 7.9- vent »,

qui sont abrogées à compter de la fin de l'exploitation.

ARTICLE 9 : PLAN DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTAL

Article 9.1 : Objet et durée

A compter de la date de fin d'exploitation du centre de stockage des déchets, visée à l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant met en place un programme de suivi pendant une durée d'au moins trente ans. Le contenu de ce programme est détaillé dans les articles suivants :

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse au Préfet un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, il pourra être proposé la modification du programme dans le cadre de l'application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement.

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site. Le Préfet fait alors procéder par l'Inspection des Installations Classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Article 9.2 : Suivi topographique, contrôles de la stabilité des talus, suivi de l'intégration paysagère

A l'achèvement des travaux de réhabilitation, l'exploitant établit le dossier prévu à l'article 4.8 du présent arrêté. Ce dossier constitue « l'état zéro ».

L'exploitant réalise l'entretien du site et des contrôles réguliers sont effectués, à une fréquence minimum annuelle concernant :

- la stabilité des talus et la bonne tenue de la couverture finale,
- l'évolution des tassements par levé topographique,
- la reprise de la végétalisation du site.

Ces contrôles sont suivis, si nécessaire, d'actions correctives et font l'objet d'un rapport synthétique transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées.

Article 9.3 : Autosurveillance des émissions et de leurs effets sur l'environnement

Article 9.3.1 : Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'Inspection des Installations Classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement.

Les données et résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées avec une analyse et des commentaires sur les résultats, les causes des éventuels dépassements et les actions mises en œuvre ou envisagées.

Article 9.3.2 : Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'Inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'Inspection des Installations Classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L 514-8 du Code de l'Environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'Inspection des Installations Classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Les résultats des mesures comparatives sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit leur réalisation.

Article 9.3.3 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Composition biogaz

Paramètre	Fréquence minimale	Enregistrement (oui ou non)
O ₂	Mensuelle pendant la première année puis trimestrielle	Oui
CH ₄	Mensuelle pendant la première année puis trimestrielle	Oui
H ₂	Mensuelle pendant la première année puis trimestrielle	
H ₂ O	Mensuelle pendant la première année puis trimestrielle	Oui
H ₂ S	Mensuelle pendant la première année puis trimestrielle	Oui
CO ₂	Mensuelle pendant la première année puis trimestrielle	Oui

Emissions à la torchère

Paramètre	Fréquence minimale	Enregistrement (oui ou non)
-----------	--------------------	--------------------------------

Débit	Continu	Oui
Température	Continu	Oui
O ₂	Semestrielle	Oui
CH ₄	Semestrielle	Oui
CO ₂	Semestrielle	Oui
CO	Semestrielle	Oui
SO ₂	Semestrielle	Oui
HCl	Semestrielle	Oui
HF	Semestrielle	Oui

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.3.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
SO ₂	Annuelle
CO	Annuelle
HCl	Annuelle
HF	annuelle

Article 9.3.4 : Autosurveillance des rejets d'eaux

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant		Mesures comparatives mentionnées à l'article 9.3.2
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence
Eaux de ruissellement - Rejet N°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 5.3)			
Volume rejeté (m3)	Estimation/ calcul/mesure	Semestrielle	Annuelle
Température	Mesure	Semestrielle	Annuelle
pH	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Couleur	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Conductivité	Mesure	Semestrielle	Annuelle
MES	Mesure	Semestrielle	Annuelle
DBO ₅	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Chlorures	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Métaux totaux	Mesure	Semestrielle	Annuelle
AOX	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Lixiviats - Rejet N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 6.2)			
Volume rejeté (m3)	Estimation/ calcul/mesure	Semestrielle	Annuelle

Conductivité	Mesure	Semestrielle	Annuelle
pH	Mesure	Semestrielle	Annuelle
MES	Mesure	Semestrielle	Annuelle
DRO ₅	Mesure	Semestrielle	Annuelle
DCO	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Azote global	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Phosphore total	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Fluorures	Mesure	Semestrielle	Annuelle
CN libres	Mesure	Semestrielle	Annuelle
AOX	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Métaux totaux dont	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Cr ⁶⁺	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Cd	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Pb	Mesure	Semestrielle	Annuelle
Hg	Mesure	Semestrielle	Annuelle
As	Mesure	Semestrielle	Annuelle

Article 9.3.5 : Effets sur l'environnement - surveillance des eaux souterraines

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 4 piézomètres situés à l'aval du site :

	Diamètre (mm)	Profondeur (m)	Localisation (coordonnées Lambert II étendues)
Piézo­mètre P1	100	6	X : 814 360,317 Y : 129 049,811
Piézo­mètre P2	100	4	X : 814 484,602 Y : 129 147,394
Piézo­mètre P3	100	8	X : 814 206,614 Y : 129 113,994
Piézo­mètre P4	100	8	X : 814 197,025 Y : 129 085,059

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en période des hautes eaux et basses eaux.

Les piézomètres sont entretenus et font l'objet de contrôles réguliers à une fréquence au minimum annuelle par un organisme tiers compétent. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'Inspection des Installations Classées.

Des prélèvements d'échantillons sont effectués sur chacun des piézomètres conformément à la norme « Prélèvements d'échantillons – Eaux souterraines ISO 5667 » et conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000, ou tout autre document venant les remplacer.

Les paramètres à analyser et les fréquences minimales sont définis ci-dessous :

Paramètre	Fréquence
-----------	-----------

COT	trimestrielle
Résistivité	trimestrielle
PH	trimestrielle
Nitrates	Semestrielle
Ammonium	Semestrielle
Indice Phénol	Semestrielle
Hydrocarbures	Semestrielle
Zinc	Semestrielle
Arsenic	Semestrielle
Cadmium	Semestrielle
Cyanures	Semestrielle
Chrome Total	Semestrielle
Mercur	Semestrielle
HAP pour le total des 6 substances - fluoranthène - Benzo (3,4) fluoranthène - Benzo (11,12) fluoranthène - Benzo (3,4) pyrène - Benzo (1,12) pérylène - Indéno (1,2,3-cd) pyrène	Semestrielle
Coliformes thermotolérants	Semestrielle
Streptocoques fécaux	Semestrielle

L'ensemble des résultats des analyses est consigné et archivé, pendant une durée minimum de 30 ans, par l'exploitant dans des tableaux de contrôle comportant l'ensemble des éléments nécessaires à leur évaluation (niveaux d'eau, sens d'écoulement de la nappe, résultats sur les paramètres suivis, évolution et comparaison par aux analyses de références). Ils font l'objet d'une synthèse annuelle transmise à l'Inspection des Installations Classées.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques susvisées sont renouvelées et éventuellement complétées.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est constatée, l'exploitant informe sans délai le Préfet et l'Inspection des Installations Classées et met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. Un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan d'actions et de surveillance renforcé est transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées et au Préfet.

ARTICLE 10 : GARANTIES FINANCIERES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

Article 10.1 : Objet des garanties financières

En application des article L 516-1 et R 516-1 à R 516-6 du code de l'environnement, l'exploitant constitue les garanties financières destinées à couvrir les coûts relatifs à :

la surveillance du site,

les interventions en cas de pollution du site ou d'accident,
la remise en état du site.

Article 10.2 : Durée

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les garanties financières jusqu'à la fin de la période de suivi de 30 ans après la fin d'exploitation.

Article 10.3 : Montants

Le montant des garanties financières a été établi et calculé selon la méthode forfaitaire globalisée. La durée est divisée en 6 périodes. Le montant actualisé (indice TP01 de février 2008) pour chaque période est défini ci-dessous :

Périodes	Montant TTC en euros – Indice TP01 de février 2008
Période 1 : Fin de l'exploitation et jusqu'à la date N (travaux de réhabilitation achevés)	3 864 145 €
Période 2 : années N à N+5ans	2 898 109 €
Période 3 : années N+5ans à N+15ans	2 173 582 €
Période 4 : années N+15ans à N+20ans	2 151 846 €
Période 5 : années N+20ans à N+25ans	2 046 384 €
Période 6 : années N+25ans à N+30ans	1 946 091 €

Article 10.4 : Etablissement des garanties financières

Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié,
la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 10.5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 10.4.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié.

Article 10.6 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 10.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L 516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 de ce code.

Article 10.8 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 10.9 : Levée de l'obligation des garanties financières

En application de l'article R 516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R 512-31 du même code, la date à laquelle peut-être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, après consultation des maires des communes intéressées. Le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.

ARTICLE 11 : USAGE FUTUR DU SITE ET PROJET DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUES

A l'issue de la période de suivi trentennal post-exploitation, l'usage futur du site projeté est l'intégration dans le parc du Castillon (espace naturel).

Au moins trois mois avant la fin des travaux de réhabilitation du site, l'exploitant adresse au Préfet un dossier complet et spécifique, relatif au projet de servitudes d'utilités publiques à instituer sur le site pour permettre au minimum :

l'interdiction d'implantation de constructions ou d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et de son contrôle,
la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et des eaux de ruissellement,
la maintenance durable du confinement des déchets,
les limitations des usages du sol en tenant compte des risques sanitaires.

Le dossier de projet de servitudes sera instruit conformément aux dispositions des articles R 515-25 à R 515-30 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 12

Le site est soumis à la surveillance de la Police, des services de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnées aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement, rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 13

En cas de non-respect de l'une des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 14

Un exemplaire du présent arrêté devra être tenu au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Port-de-Bouc et pourra y être consultée.

Une copie de cet arrêté sera déposée en Mairie de Port-de-Bouc et sera affichée pendant une durée d'un mois. Cet arrêté sera également affiché de façon visible sur le site.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 15

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 16

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

Le Sous-Préfet d'Istres,

Le Maire de PORT-DE-BOUC,

X Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

Le Directeur Régional de l'Environnement,

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,

Le Directeur Départemental de l'Equipement,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Départemental des Services d'incendie et de Secours,

Le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,

Le Directeur de la Sécurité du Cabinet,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à l'exploitant.

Marseille le

17 DEC. 2008

Préfecture
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

